

## LE CONSEIL DE LA NATION FUSTIGE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

## La brouille amplifiée

**Le Conseil de la nation a rendu public, jeudi dernier, un communiqué d'une rare virulence à l'encontre de la France et de son Premier ministre Manuel Valls. Une sortie pour le moins surprenante de la part de cette institution, connue pour la modération de son ton, à l'image de son président, d'ailleurs. C'est d'autant plus surprenant que les faits, à savoir «l'affaire Valls», remontent à plus de dix jours.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Plus de dix jours durant lesquels l'Algérie a suffisamment dénoncé, à travers divers canaux, l'affaire du journal *Le Monde*, d'abord, et la publication, par Manuel Valls, d'une photo de Abdelaziz Bouteflika, paraissant extrêmement fatigué et malade, ensuite.

Dans ce ballet national des dénonciations, on a eu à entendre, successivement, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, qui était allé jusqu'à convoquer l'ambassadeur de France à Alger, avant même la visite de Valls. S'ensuivront des réactions tout aussi musclées de Abdelmalek Sellal pendant la visite, puis un communiqué commun de la Centrale syndicale et du Forum des chefs d'entreprises, le FCE. Mais, surtout, la réaction de Ahmed

Ouyahia, le secrétaire général du RND et directeur de cabinet de la présidence de la République. Qu'est-ce qui explique, alors, cette sortie, sur le tard, de la Chambre haute du Parlement, et, surtout, le ton agressif du communiqué ? En voici le premier extrait : «La campagne orchestrée contre l'Algérie s'est, une fois encore, confirmée à travers le comportement répréhensible du Premier ministre français Manuel Valls après l'honneur qui lui a été fait d'être reçu par le président de la République, un dérapage grave dénotant une intention malveillante et procédant d'un penchant irréfléchi qui transgresse les règles d'éthique, les us diplomatiques et les limites de la décence politique.»

L'institution de Abdelkader Bensalah enchaîne, encore, à l'en-droit de la France : «Les attaques



Abdelkader Bensalah, président du Sénat.

émanant de différents milieux français reflètent un acharnement systématique allant en sens contraire des avancées réalisées ces dernières années pour l'édification d'une relation algéro-française privilégiée aux perspectives stratégiques basées sur les intérêts, la confiance et le respect mutuel.» Aussi, poursuit le communiqué, «ces attaques successives viennent en relais à des voix, connues pour leur animosité envers notre pays, qui s'élèvent au sein du Parlement

français pour réclamer, sans aucune vergogne, l'indemnisation des pieds-noirs».

Un brin excessif, le communiqué du Sénat ajoutera que l'institution de Abdelkader Bensalah «se félicite de l'élan populaire qui marque la scène nationale face à cette campagne (...) Cet élan patriotique qui reflète l'attachement du peuple algérien au président de la République et sa reconnaissance pour les réalisations accomplies et qui continue de l'être sous sa direc-

tion clairvoyante». Ce dernier passage «nord-coréen», digne d'une organisation de masse ou d'un comité de soutien, ôte à ce communiqué tardif toute crédibilité et dévalorise au passage la prestigieuse institution qu'est le Sénat. Mais ceci est une autre histoire.

Abdelkader Bensalah, un proche du premier cercle de Abdelaziz Bouteflika, n'aurait jamais pris cette initiative s'il n'avait pas été chargé de le faire. Il faut également s'attendre à d'autres réactions similaires, à commencer par l'autre Chambre du Parlement, l'APN. Mais la question qui mérite d'être posée est celle qui consiste à savoir pourquoi Bouteflika a opté pour l'escalade de la tension avec le pouvoir socialiste de François Hollande. Est-ce dans la perspective, assez proche, de la présidentielle en France ? L'ancien Premier ministre et actuel maire de Bordeaux, Alain Juppé, qui sera fort probablement le candidat de la droite en 2017 face à François Hollande, avait été, lui aussi, reçu avec tous les honneurs à Alger, il y a quelques semaines...

K. A.

## DES INDIVIDUS CAGOULÉS ATTAQUENT UN BUS

## Climat tendu à Ghardaïa

**Un climat très tendu règne à Ghardaïa, où un bus, qui se rendait à Dhaïa, a été attaqué à coups de pierres et de cocktails Molotov, mercredi dernier. Le président de la Laddh nous a confié que cet acte, qui a été perpétré par des individus cagoulés, suscite la crainte de voir la région s'embraser à nouveau. En fait, précise M<sup>e</sup> Salah Dabouz, «la situation peut dégénérer à n'importe quel moment en raison de la mauvaise gestion qui a été faite de ce dossier».**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Retour sur les faits : un bus, assurant donc la liaison entre Ghardaïa et Dhaïa, est pris pour cible par un groupe de personnes au visage dissimulé sous une cagoule. Le véhicule reçoit de plein fouet des jets de pierres et des cocktails Molotov. Trois passagers sont atteints. Il s'agit de deux étrangers, d'origine africaine apparemment, et d'un habitant de Ghardaïa.

Selon nos informations, le véhicule empruntait un tronçon (d'une dizaine de kilomètres) «peu sécurisé». Alertés, les services de sécurité encerclent la région. Certaines sources affirment que l'incident fut suivi de l'arrestation d'une dizaine de personnes. Elles ont toutes été relâchées après avoir été entendues. La nouvelle de l'attaque fait immédiatement le tour de la région. Elle jette le froid, le doute. L'attaque est survenue le jour de la célébration de la fête du tapis suspendue depuis les événements sanglants qu'a connus cette région. La symbolique est forte, le message on ne peut plus clair.

«J'étais à Ghardaïa il y a quelques jours, témoigne Me Salah Dabouz. Il règne une psychose terrible là-bas. J'en ai été témoin. Le climat était déjà très tendue avant même cet incident. La population a peur et on le ressent.» Peur de quoi ? «Ils ont peur d'une situation qu'ils ne maîtrisent pas, les personnes connues ont peur elles aussi d'être arrêtées et accusées de vouloir manipuler. Beaucoup ont quitté les lieux, les autres ont peur alors ils s'enferment chez eux.» Difficile d'accuser telle ou telle partie.

Le président de la Laddh s'interroge pourtant sur le rôle des services de sécurité dans la région et explique l'attaque du bus comme étant une conséquence directe de la manière

dont ont été gérés les événements de Ghardaïa. «Les autorités ne veulent pas se rendre compte de l'erreur qui a été commise. Toutes les personnes qui ont été arrêtées au cours de ces événements n'ont absolument rien à voir avec ce qui s'est passé. Au contraire, elles perpétuaient la société traditionnelle qui encadrait la société et donnait les orientations nécessaires. On leur a fait endosser la responsabilité de ce qui s'est passé. Les véritables responsables sont, par contre, toujours en liberté et l'attaque du bus par des individus cagoulés en est une preuve de plus. Il faut aller au fond du problème, se demander pourquoi de tels incidents peuvent encore survenir, pourquoi des attaques comme celle de Berriane ont pu survenir entre trois barrages des services de sécurité... La vérité a été occultée, au lieu de cela, les autorités tentent de masquer la réalité à travers des discours dopés et des artifices comme la fête du tapis.»

Hier matin, tous les habitants de

Ghardaïa et ses environs sont restés enfermés chez eux. L'incident de mercredi a accentué une tension qui semble ne s'être jamais dissipée. La «coïncidence» a aussi voulu que l'attaque contre le bus survienne au moment où des représentants du M'zab s'élèvent contre des tentatives de manipulation de parties étrangères.

Le philosophe Bernard-Henry Lévy, qui n'en est pas à sa première bévue avec l'Algérie, s'est distingué, cette fois encore, par une position et des écrits en faveur des manœuvres indépendantistes du MAK en incluant, cependant, le cas «mozabite» à la demande de Ferhat Mehenni. Cette sortie a provoqué la colère du collectif du M'zab qui a réagi en publiant un communiqué mettant en garde contre «les risques de manipulation politique du problème (...) Le M'zab n'a nul besoin d'un scénario à la libyenne et saura faire face aux tentatives de déstabilisation».

Cette affaire nous renvoie aux déclarations

des officiels algériens au cours des événements du M'zab.

Le Premier ministre avait clairement accusé le Maroc d'être à l'origine des violences qui ont enflammé la région. Lors d'un meeting qu'il avait animé à Ghardaïa, Sellal avait accusé «un Etat frère de soutenir financièrement les mouvements amazighs autonomistes du M'zab».

Le Maroc, qui opte habituellement pour la politique du silence dans ce genre de situations, avait, on s'en souvient, réagi officiellement à travers son ministre de la Communication, qualifiant ces propos «d'allégations mensongères». Selon lui, son pays s'est «toujours défendu de toute ingérence dans les affaires internes des autres pays».

Accusations, contre-accusations, main de l'étranger, puis reprise des incidents douteux à des dates symboliques, Ghardaïa demeure dans l'œil du cyclone.

A. C.

## RAPPORT SUR LE CRASH D'AVION D'AIR ALGÉRIE AU MALI

## L'erreur humaine confirmée

**Les conclusions finales de l'enquête menée autour du crash d'avion d'Air Algérie, qui avait fait 116 morts, en juillet 2014, au Mali, ont été rendues publiques, hier, à Bamako.**

Les spécialistes ont confirmé la défaillance technique de l'appareil et préconisé onze recommandations dont le contenu n'a pas été rendu public. Les familles continuent, elles, de décrier l'utilisation d'un «vieux appareil» conduit par des «pilotes épuisés».

En fait, et selon le rapport publié hier dans la capitale malienne, le crash est le résultat de «la non-activation du système antigivre». Les enquêteurs français chargés de l'enquête ont établi que «les capteurs de pression des moteurs avaient été obstrués vraisemblablement par des cristaux de glace et les systèmes d'antigivrage n'ont pas été activés par l'équipage».

Le ministre malien des Transports chargé de la présentation du rapport en question a

ajouté que «l'obstruction des capteurs a perturbé le fonctionnement des moteurs limitant la poussée à un niveau insuffisant pour que l'avion poursuive son vol à un niveau de croisière».

Il faut savoir aussi que le responsable malien a tenu à faire état de «difficultés rencontrées dans l'enquête» en raison de «données inexploitablement d'un des enregistreurs de vol qui ont limité l'analyse du comportement de l'équipage en vol».

Ces conclusions confirment donc l'erreur humaine déjà mise en avant par le Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) français. Ce bureau avait déjà révélé auparavant qu'il n'y avait pas eu «manœuvre de récupération du décrochage réalisée par l'équipage. L'avocat des familles des vic-

times avait, de son côté, qualifié d'«accablants» les dysfonctionnements révélés par l'enquête judiciaire sur l'accident. Le BEA, autorité responsable des enquêtes de sécurité dans l'aviation civile française, a apporté son assistance technique à la commission d'enquête sur les accidents et incidents d'aviation civile malienne, à la demande du Mali. Ces conclusions confirment le rapport préliminaire. «L'enquête de sécurité s'achève par la publication du rapport final et l'émission de onze nouvelles recommandations de sécurité après l'analyse approfondie de l'enchaînement des séquences».

Après Bamako, le même rapport devait être publié hier après-midi au Bourget, près de Paris, lors d'un point de presse. «Il y a eu une succession d'erreurs, de maladroites et d'incompétences qui, à la fin, coûtent cher», avait estimé, de son côté, la présidente

de l'association des victimes françaises.

La boîte noire de l'aéronef, qui n'était «plus en fonctionnalité depuis au moins un mois», n'a pu être exploitée par les enquêteurs, avait précisé M<sup>me</sup> Tricot, ajoutant que les pilotes, «trop fatigués», avaient «enchaîné les missions en Espagne sans repos depuis un certain temps».

L'avion avait, par ailleurs, un plan de vol initial qui indiquait qu'il partait d'abord pour la Mauritanie, avait-elle relevé, citant le rapport du BEA.

Les familles ont pris le «ferme engagement» de chercher la «vérité» sur ce qu'il s'est passé «dans ce vieux avion qui volait depuis vingt ans qu'on a envoyé tuer nos enfants, nos parents», avait affirmé M<sup>e</sup> Ouédraogo, le président des proches des victimes burkinabè, qui a perdu sa fille cadette dans l'accident.

R. N.